

La production alimentaire, une affaire politique

Dans ce numéro :

L'histoire secrète de la production alimentaire au Bangladesh et au Canada

Canada : Justice pour les travailleuses et travailleurs migrants

Afrique de l'Ouest : Des agriculteurs sécurisent leurs terres par la recherche

Le Partenariat transpacifique pour la libéralisation des échanges, une menace à la souveraineté alimentaire

En novembre dernier, au Bangladesh, David Bruer, membre de l'équipe d'Inter Pares, a eu l'occasion de déposer une gerbe de fleurs sur le monument commémoratif en mémoire de Korunamoyee. Il y a près de vingt ans, cette femme démunie, mais courageuse a trouvé la mort aux mains d'hommes à la solde de riches éleveurs de crevettes. Illettrée et sans instruction, elle avait pris la tête d'un mouvement de protestation contre ces éleveurs qui voulaient inonder les terres de sa communauté d'eau salée pour y pratiquer l'élevage de crevettes destinées à l'exportation. Chaque année depuis son assassinat, des hommes et des femmes membres de Nijera Kori, un homologue d'Inter Pares, se retrouvent pour honorer sa mémoire et sa victoire, puisque les membres de sa communauté ont pu détourner les éleveurs de crevettes de leurs fermes avec succès. Mais cette industrie, au Bangladesh et ailleurs, est la cause de nombreuses évictions similaires qui permettent à certains de réaliser d'importants profits en fournissant aux consommateurs étrangers des crevettes à bas prix.

Chaque année, depuis quatre ans, José Sicajau fait le voyage du Guatemala au Canada pour récolter les légumes dont la population canadienne se nourrit. Pour avoir témoigné contre un exploitant agricole qui avait frappé un travailleur avec un tuyau, José Sicajau a été mis sur une liste noire et rayé du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Il voudrait bien revenir au Canada parce qu'il y gagne plus d'argent que chez lui; mais il veut aussi que les droits du travail soient respectés et que les travailleuses et travailleurs

suite page 2



Monument commémoratif en mémoire de Korunamoyee, militante assassinée.

Alimentation et travailleurs migrants : une question d'engagement

L'été dernier, Vivian Séguin s'est rendue au marché agricole près de chez elle, en Ontario. Tout en parcourant les étals, elle bavardait avec les agriculteurs. L'un d'entre eux à qui elle a demandé s'il employait des travailleurs migrants s'est vanté que ceux-ci travaillent quatre fois plus que les Canadiens. Quand elle lui a demandé s'ils se plaignaient de leurs conditions de travail, il a rétorqué avec désinvolture qu'il ne se souciait guère de leurs plaintes. Elle lui a alors répondu qu'elle n'avait plus l'intention de s'approvisionner auprès de lui. Lorsqu'il l'a prise à partie parce qu'elle avait, selon lui, des préjugés contre les travailleurs étrangers, elle lui a répliqué qu'elle en avait plutôt contre les agriculteurs canadiens qui les exploitent, avant de tourner les talons sous les applaudissements des autres clients.



suite page 2

migrants soient traités de manière équitable. José Sicajau est cofondateur d'AGUND, une association de travailleuses et travailleurs migrants qui bénéficie de l'appui d'Inter Pares qui exhorte les autorités guatémaltèques à se préoccuper du sort de leurs ressortissants travaillant à l'étranger. L'année dernière, nous avons invité José Sicajau au Canada pour soulever, auprès de représentants du gouvernement, de groupes de défense des droits des travailleuses et travailleurs migrants et de militants pour l'alimentation de tout le pays, la question de la nécessaire réforme du Programme. Des militants du Guatemala ont ainsi pu unir leurs forces avec d'autres militants du Canada qui considèrent qu'une alimentation saine et des conditions de travail équitables sont compatibles.

Qu'il s'agisse de crevettes importées ou de légumes cultivés au Canada, les méthodes de production alimentaire ne sont pas dénuées d'importance. De nombreux facteurs personnels entrent en jeu dans toute décision d'achat; et personne n'aime se sentir coupable en raison de ses choix alimentaires. Bien qu'il soit tout à fait possible d'adopter un comportement éthique en matière d'alimentation, il n'en demeure pas moins que la question du traitement équitable des producteurs agricoles dépasse les choix individuels des consommateurs. Les causes du problème sont plus profondes : elles se trouvent dans le système d'échanges commerciaux, les politiques d'immigration, l'industrialisation croissante de l'agriculture et la dépendance accrue des économies aux produits alimentaires bon marché. Inter Pares s'allie à des mouvements comme AGUND et Nijera Kori pour régler le problème à la source, en revoyant les conditions selon lesquelles notre nourriture est produite. ❧



Amena Begum a dû se battre pour récupérer les terres que les éleveurs de crevettes s'étaient appropriées illégalement.

Alimentation et travailleurs migrants : une question d'engagement (suite de la page 1)

Vivian Séguin a été sensibilisée à la problématique des travailleuses et travailleurs migrants suite à sa participation à une campagne de solidarité organisée par Inter Pares portant sur la relation qui existe entre les aliments qui se retrouvent dans nos assiettes et les personnes qui, de manière saisonnière, quittent leurs demeures dans le Sud mondialisé pour venir prêter main-forte aux producteurs d'ici. Il est vrai que de nombreuses fermes traitent leurs employés équitablement; cependant, le Programme des travailleurs étrangers temporaires mettez ces derniers dans une position vulnérable. Comme les visas sont octroyés sur demande

des employeurs, cela dissuade les travailleurs de se plaindre. Les conditions de travail et de logement ne sont peu ou pas contrôlées. Enfin, le Programme ne laisse pas la possibilité à ceux qui le désirent d'amorcer les démarches afin de faire une demande de résidence permanente.

Au cours des quatre mois qu'a duré la campagne et au-delà, Sarah Blumel, membre de l'équipe d'Inter Pares, a soulevé ces problématiques dans un blogue et divers médias sociaux tout en donnant des exemples de cas où des personnes migrantes se sont mobilisées. La collecte de fonds pour cette campagne fut aussi l'occasion d'établir des liens avec des gens qui s'intéressent à ces questions. Cette collecte de fonds et l'utilisation des médias sociaux ont su attirer l'attention de personnes comme Vivian Séguin, les encourageant à réfléchir sur la question et à agir en conséquence.

Dans le cadre de la campagne, quelques membres de l'équipe d'Inter Pares ont organisé une tournée de trois défenseurs des droits des travailleurs migrants du Guatemala, qui les mena dans neuf villes du pays. José Sicajau, Diego Lorente et le père Juan Luis Carbajal ont ainsi eu l'occasion de rencontrer des défenseurs des droits des travailleurs migrants, des militants pour la

souveraineté alimentaire et des membres de diverses communautés du Québec, de l'Alberta et du sud de l'Ontario. Au cours de leurs nombreux arrêts, les trois militants ne se sont pas contentés d'évoquer la pénible réalité des travailleurs migrants, en rappelant les nombreux efforts de ces derniers pour faire évoluer les politiques et réglementations nationales et provinciales. De son côté, le public a pu discuter sur la manière dont les gestes de la vie quotidienne contribuent ou contribueraient à préserver les droits des travailleurs migrants.

Inter Pares continue de forger des liens entre les mouvements de défense des droits des travailleurs migrants et les mouvements pour la justice alimentaire, tout en engageant la population dans cette démarche. ❧



Une rencontre entre des travailleurs migrants et des militants à Leamington, en Ontario.

Comprendre l'acquisition des terres en Afrique de l'Ouest

En février, Eric Chaurette, membre de l'équipe d'Inter Pares, s'est rendu en Côte d'Ivoire pour co-animer un atelier international sur les acquisitions massives de terres en Afrique de l'Ouest. Dans cette partie du monde qui souffre d'insécurité alimentaire, ces acquisitions, souvent qualifiées d'accaparements, sont source de préoccupation. C'est le cas de la communauté de Fanaye dans le nord du Sénégal où 200 kilomètres carrés de terres ont été acquis pour la production d'agrocarburants principalement destinés aux marchés européens, sans le consentement des communautés locales qui dépendent de la terre pour la culture et l'élevage. Les troubles sociaux qui en résultèrent firent même deux morts, aboutissant à la suspension du projet par M. Wade, alors président du Sénégal. Fanaye n'est pas un cas unique. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, d'énormes étendues de terres sont arrachées aux paysans pour répondre à la demande croissante des investisseurs.

Inter Pares coordonne un projet de recherche qui réunit la COPAGEN, un mouvement paysan d'Afrique de l'Ouest et des chercheurs de l'Université de Montréal. Au cours des trois prochaines années, paysans et chercheurs collaboreront pour documenter l'ampleur de l'accaparement des terres dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest et leur impact sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés.



De gauche à droite : les chercheurs Assétou Samaké, Mamadou Goïta et René Segbenou présentent les résultats préliminaires lors d'une conférence publique à Abidjan.

touchés par l'accaparement des terres : les paysans. Ainsi, le processus prend autant d'importance que les résultats de la recherche. À mesure que les données sont recueillies, la sensibilisation s'accroît, aidant les communautés à consolider leur emprise sur leurs terres. Mamadou Goïta, Assétou Samaké et René Segbenou ont eu l'occasion de présenter les conclusions préliminaires de la recherche au cours d'une conférence publique à Abidjan. Celles-ci permettent déjà d'esquisser un tableau plus précis de la situation. Plus de 30 000 kilomètres carrés ont été acquis dans les neuf pays couverts par l'étude. Alors que l'accaparement des terres concerne principalement l'acquisition de terres pour y pratiquer des cultures d'exportation, COPAGEN a élargi le champ de son enquête pour y inclure les terres acquises pour entreprendre des projets de développement minier et touristique.

Dans l'allocution qu'elle a prononcée à l'ouverture de la conférence, l'ambassadrice du Canada en Côte d'Ivoire a reconnu que « l'acquisition des terres n'est pas une question ésotérique qui n'intéresse qu'une poignée de chercheurs, mais bien une problématique actuelle qui mérite d'être examinée ». Bien que des études se soient penchées sur les risques que ces acquisitions massives représentent pour l'agriculture et l'alimentation, peu d'entre elles en ont considéré leurs effets réels. Cette enquête permettra de combler cette lacune dans les mois à venir grâce à des études d'impact en Guinée, Guinée-Bissau et Côte d'Ivoire. ❧



Des participants lors de l'atelier international sur les acquisitions massives des terres agricoles en Afrique de l'Ouest.

Ensemble, ils contribueront aussi à la mise en place d'un réseau de vigilance qui suivra les transactions foncières et diffusera l'information aux collectivités, leurs permettant ainsi de mieux défendre leurs terres.

La majeure partie de la recherche est effectuée sur place par des organismes actifs auprès des groupes les plus durement

Lever le voile sur le libre-échange

Le commerce sans la justice n'apporte que misère et pauvreté dans le monde.

Sanya Reid Smith, Third World Network

C'est le message que transmet Sanya Reid Smith au cours d'un webinaire sur le Partenariat transpacifique (PTP). Elle travaille à Genève dans un petit bureau modeste situé non loin de l'Organisation mondiale du commerce. Elle s'exprime clairement et succinctement. Bien qu'elle ne lise pas de notes, elle émaille son intervention d'exemples et de statistiques. Elle peint un tableau catastrophique, un paysage dans lequel ceux qui bénéficient de tous les privilèges établissent des règles qui leur sont favorables, au mépris du bien-être de millions de personnes. Sanya Reid Smith est conseillère juridique et chercheuse principale auprès de Third World Network – Asie (TWN), une organisation qui bénéficie de l'appui d'Inter Pares depuis plus de dix ans. En collaboration avec le Groupe de travail Asie-Pacifique, Inter Pares a organisé cette conférence au bénéfice de divers groupes et hauts fonctionnaires canadiens.

Le PTP est un projet d'accord commercial dont le fer de lance est les États-Unis et au sein duquel participent le Canada, l'Australie et d'autres pays d'Asie et d'Amérique latine bordant le Pacifique. Comme le PTP se négocie dans le plus grand secret, Sanya Reid Smith a dû extrapoler les données à partir d'autres accords commerciaux négociés par les États-Unis et les recouper avec les informations obtenues grâce à des fuites.

Dans le cadre du mécanisme de règlement d'un différend opposant un investisseur et un État prévu par le PTP, les entreprises pourraient poursuivre les gouvernements s'ils adoptaient des lois, politiques ou règlements susceptibles de porter atteinte à leurs profits actuels ou à venir. On sait déjà que les pays qui, comme le Canada, ont signé des accords commerciaux comportant un mécanisme semblable ont dû verser des millions de dollars en « indemnités » pour régler ces différends. Le PTP autoriserait le maintien des subventions à l'agriculture aux États-Unis tout en exigeant des autres pays qu'ils éliminent les taxes à l'importation. Ainsi les agroentreprises des États-Unis bénéficieraient d'un avantage relatif important. Par exemple, la Malaisie impose une taxe de 40 % sur le riz importé pour favoriser l'autosuffisance alimentaire. Sans cette protection, le riz américain subventionné serait meilleur marché que le riz produit localement, ce qui anéantirait la compétitivité des riziculteurs malaisiens.

Le PTP est aussi censé imposer aux États de signer un autre instrument, la Convention de l'UPOV de 1991, qui impose des limites et, dans certains cas, une interdiction à la conservation de certaines variétés de semences, ce qui revient à accorder aux grandes multinationales un monopole sur les semences. Terry Boehm de la National Farmers Union, un homologue d'Inter Pares, estime que « si les paysans ne veulent pas devenir des serfs, ils doivent lutter de toutes leurs forces [contre cet accord] ».

Inter Pares partage les préoccupations de Sanya Reid Smith quant aux effets d'accords commerciaux tels que le PTP sur l'agriculture, au Nord comme au Sud. Les échanges peuvent



RITA MORRIS

Sanya Reid Smith, de Third World Network – Asie (TWN).

être bénéfiques pour les populations s'ils sont délibérément et consciencieusement conçus à cette fin. En soutenant l'élaboration et la diffusion de l'analyse critique de TWN parmi les décideurs et la société civile, nous espérons mieux faire rimer commerce et justice. ❧

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais) | Téléc. 613 594-4704
info@interpares.ca | www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVID BERMAN.COM

